

RAPPORT 102

Rapport d'orientations budgétaires

Département des Côtes d'Armor

Le Télégramme

vendredi 27 sept

Le Département va supprimer 60 postes

Confronté à des difficultés financières, le Département des Côtes-d'Armor va supprimer 60 postes en trois ans. Christian Coall, son président, explique sa décision et appelle à revoir le financement des Départements.

Propos recueillis par Julien Molla

Vous avez décidé de supprimer 60 postes au conseil départemental, selon une information de Ouest-France. Comment en êtes-vous arrivé à prendre cette décision ? Effectivement, nous allons supprimer 60 postes dans les trois ans. C'est une décision difficile à prendre et qui est liée à la situation financière des Départements. Ce ne sont pas des licenciements. Ces suppressions de postes vont se faire dans le cadre de départs à la retraite et de mutations.

Quels services vont être concernés



Christian Coall, le président du conseil départemental des Côtes-d'Armor, explique sa décision de supprimer 60 postes en trois ans pour faire face à la situation financière difficile de la collectivité. Photo J.M.

recettes des Départements sont devenues volatiles. L'an dernier, nous avons perdu 20 millions d'euros de recettes. Nous nous adreßons à en possible. Il y aura forcément des projets étalés, des projets reportés, mais on ne remet pas en cause nos priorités.

Département de la Haute Garonne

franceinfo: Haute-Garonne

"Nous sommes obligés d'avoir un budget à l'équilibre" : majorité et opposition s'accordent sur la réduction des effectifs au conseil départemental



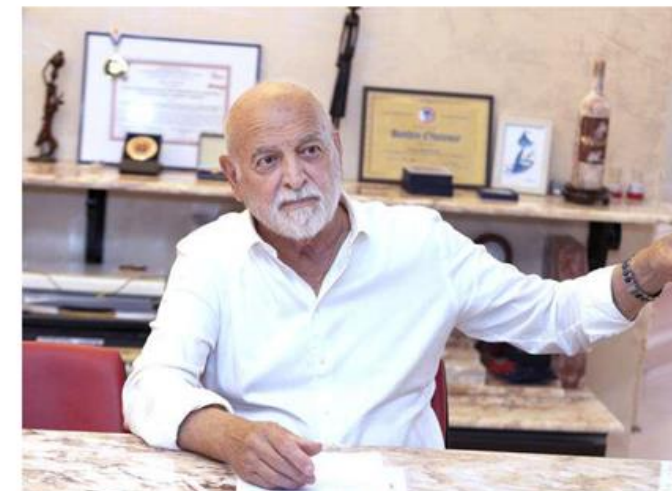
Sebastien Vincini est devenu président du conseil départemental de Haute-Garonne le 13 décembre 2022 • © CD 31

Le budget 2025 du conseil départemental de la Haute-Garonne doit être raboté de 164 millions d'euros. La majorité comme l'opposition s'accordent à réduire la masse salariale. Quelque 400 postes devraient être supprimés pour garantir "l'essentiel des services publics".

Département de l'Hérault



«On fait comme si on allait survivre» : le département PS de l'Hérault supprime 100% de ses subventions à la culture



Le président du département de l'Hérault, Kléber Mesquida, dans son bureau à Montpellier le 17 juin. (Guillaume Bonnefont IP3)

Les structures artistiques financées par des tutelles à gauche sont-elles mieux préservées des coupes budgétaires que celles qui dépendent des collectivités de droite et ne cachent pas leur

Département des Ardennes

L'Ardennais

Budget 2025 des Ardennes : la lente agonie budgétaire d'un Département

À l'heure où beaucoup de Départements découvrent les difficultés financières, celui des Ardennes a voté un budget recentré sur ses missions premières et envisage... sa mort programmée.



Noël Bourgeois boucle un budget en équilibre, mais craint de ne pas être en mesure d'équilibrer celui de 2026. - Karen Kubena
Par Manessa Terrien

Publié: 13 décembre 2024 à 21h06 Temps de lecture: 2 min Partage :

« On a été des précurseurs en quelque sorte », sourit, amer, Noël Bourgeois. À l'heure où nos voisins de la Marne et l'Aisne sont confrontés pour la première fois à des budgets dans le rouge, le Département des Ardennes a voté pour la septième année consécutive un budget

Département de la Gironde



Pour faire des économies, le Département de la Gironde renonce à construire deux collèges

(Lundi 18 novembre 2024 à 17:23 - [Thomas Coignac](#))

Le Département de la Gironde annonce ce lundi renoncer à construire deux collèges. "Les dernières annonces du Premier ministre ne laissent aucun doute sur le fait que nous avons et allons tous avoir moins", constate le président du Département, qui appelle à la mobilisation.



Le président du Département Jean-Luc Gleyze a annoncé la non-construction de ces collèges ce lundi (archive France Bleu). © Radio France

Département de l'Essonne

actuEssonne

Aides aux transports, routes, collèges... en crise, le Département de l'Essonne adopte des mesures d'économies

Faisant face à une crise budgétaire d'ampleur, l'assemblée départementale a adopté, lundi, de premières mesures d'économies sur des dispositifs essentiels pour les Essonnais.



Département d'Ille-et-Vilaine

Le Télégramme

« L'État nous abandonne » : les élus du département d'Ille-et-Vilaine alertent sur une situation financière intenable



Par [Romain Leroux](#)

Le 07 novembre 2024 à 11h40

Les élus du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine ont débrayé, ce jeudi 7 novembre, pendant 20 minutes lors de la séance de l'assemblée. Ils dénoncent l'impossibilité pour eux de tenir un budget équilibré face aux coupes budgétaires de l'État.



Département de Meurthe-et-Moselle



Meurthe-et-Moselle

Le Département met fin à ses aides pour la téléassistance et le portage des repas

Depuis le 1^{er} janvier, le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle ne verse plus aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile l'aide à la téléassistance et au portage des repas. Cela concerne 2 900 personnes. La collectivité souhaite ainsi faire une économie de 500 000 €

Département de la Loire-Atlantique



Budget du Département : Qui gagne, qui perd ?

Recettes en baisse, dépenses obligatoires en hausse... Que faire ? Concentrer ses efforts sur l'enfance, le handicap et le grand âge. Les investissements, la jeunesse et la culture payent la note.

C'est résumé d'un slogan : 2025 sera « l'année des solidarités ». Avec ses ressources en baisse (marché mondial de l'immobilier) ses dépenses



budgets de la jeunesse et de la culture sont aussi allégés. Des coupes de rabot qui dépassent les 30 %. La culture reçoit 11 millions sur 50. Pas sur

Département de la Nièvre

Menu

Le Parisien

S'abonner

En région, Nièvre

Restrictions budgétaires : dans la Nièvre, les élus en colère se retrouvent... à Poil !

Pour protester contre la baisse de dotations allouées par le gouvernement, le président du conseil départemental a choisi de se mettre torse nu dans ce village au nom évocateur.

Par [Alain Bollery](#)

Le 21 novembre 2024 à 17h36



- 1. UNE SITUATION ÉCONOMIQUE TÊNUE MAIS QUI RESTE FRAGILE**
avec des effets attendus de la baisse de l'inflation et le maintien des taux d'intérêts
- 2. LES RECETTES DU DÉPARTEMENT AFFECTÉES PAR UNE CROISSANCE ATONE EN 2024**
et le redressement des finances publiques dès 2025
3. Malgré un contexte politique et économique très incertain,
LE DÉPARTEMENT MAINTIENT SA VOLONTÉ D'AGIR POUR SON TERRITOIRE
4. Après la dégradation de sa situation financière en 2024,
**LES ACTIONS ENGAGÉES COURANT 2024 ET POUR 2025 PERMETTENT
DE RESTER SOUTENABLE À MOYEN TERME**

1

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE TÉNUE MAIS QUI RESTE FRAGILE

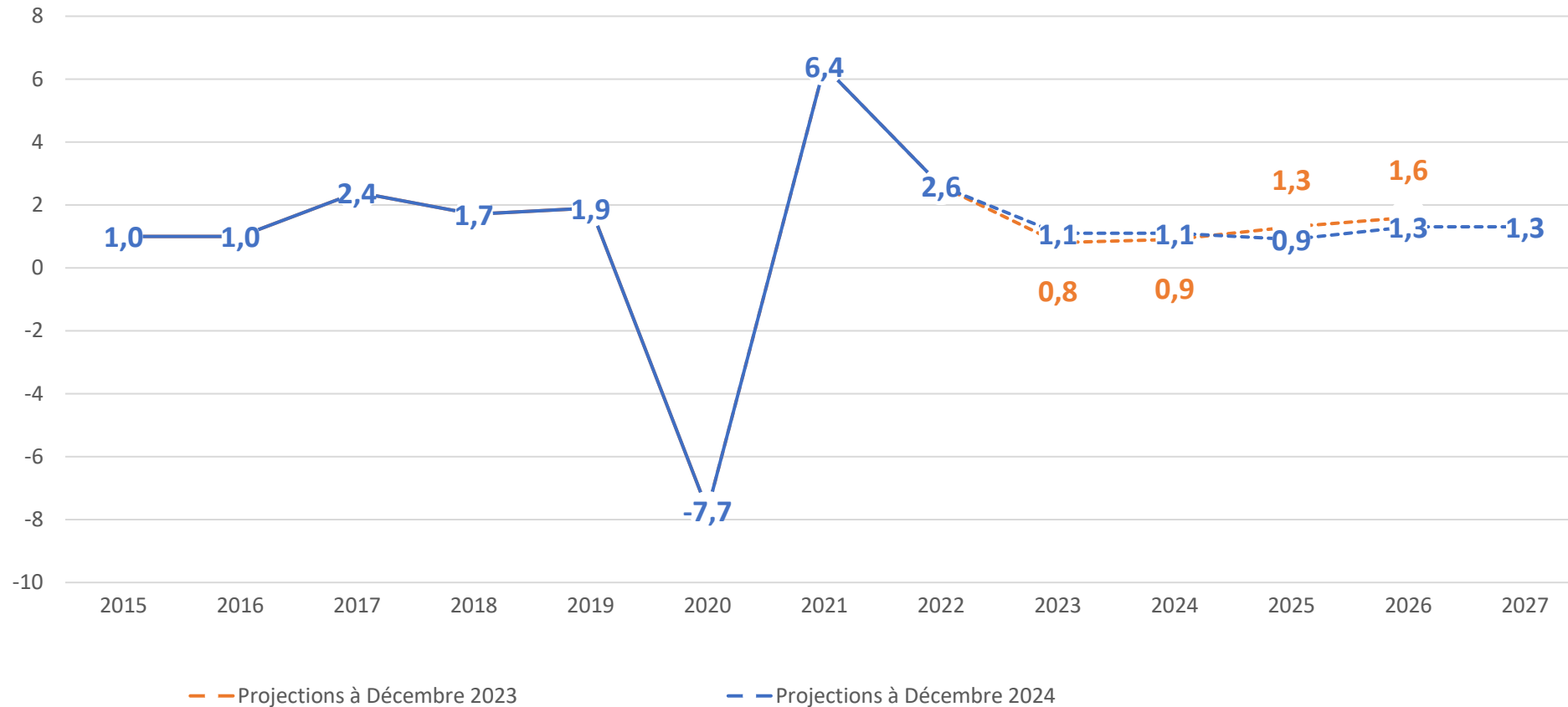
avec des effets attendus
de la baisse de l'inflation
et le maintien des taux d'intérêts

UNE REPRISE ÉCONOMIQUE MOINS FORTE QU'ANTICIPÉE

La croissance économique reste portée par la demande intérieure, même si cette dernière est en baisse



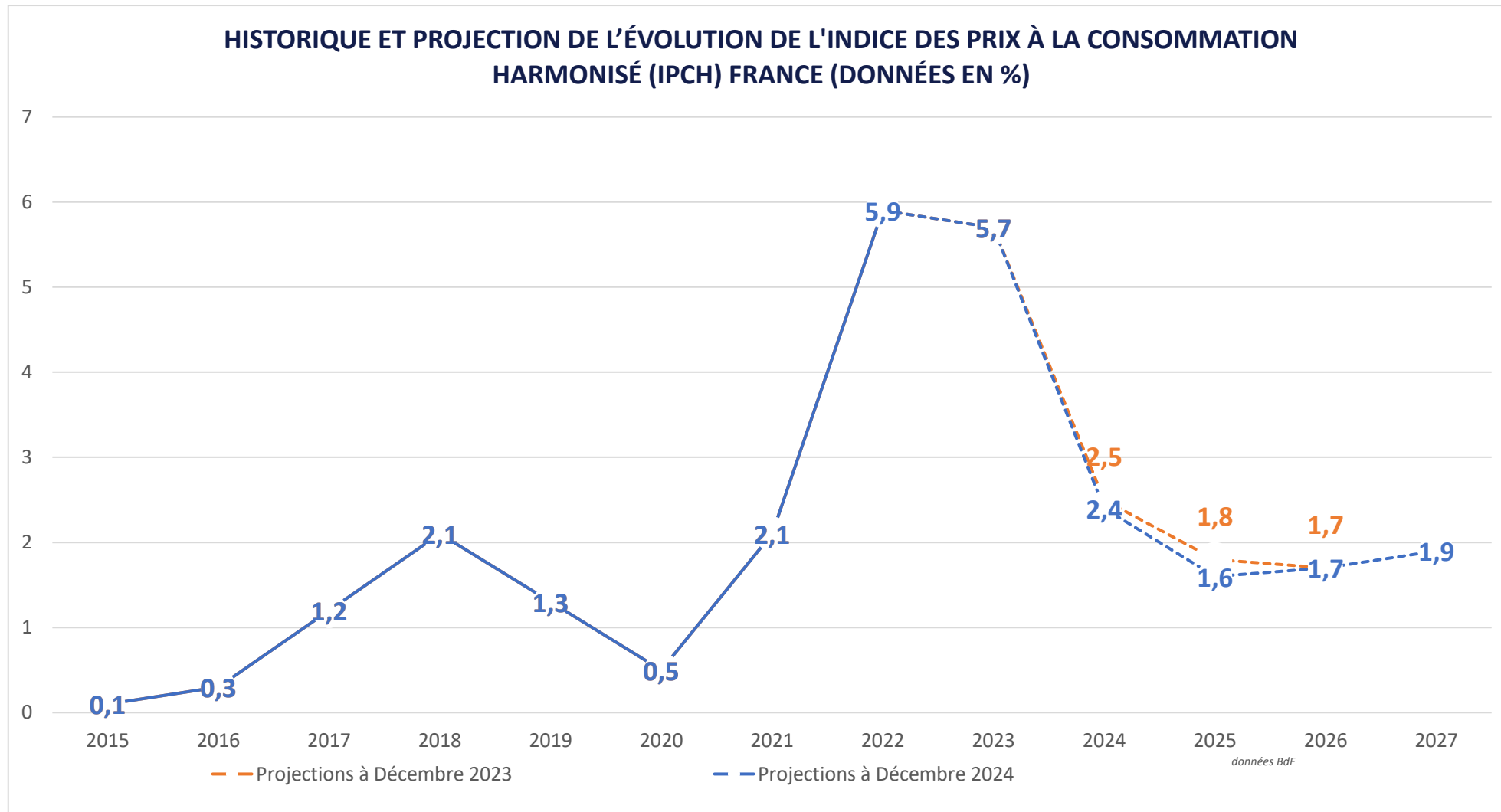
HISTORIQUE ET PROJECTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB ANNUEL FRANCE (DONNÉES EN %)



données BDF

UNE REPRISE ÉCONOMIQUE MOINS FORTE QU'ANTICIPÉE

Vers une stabilisation de l'inflation

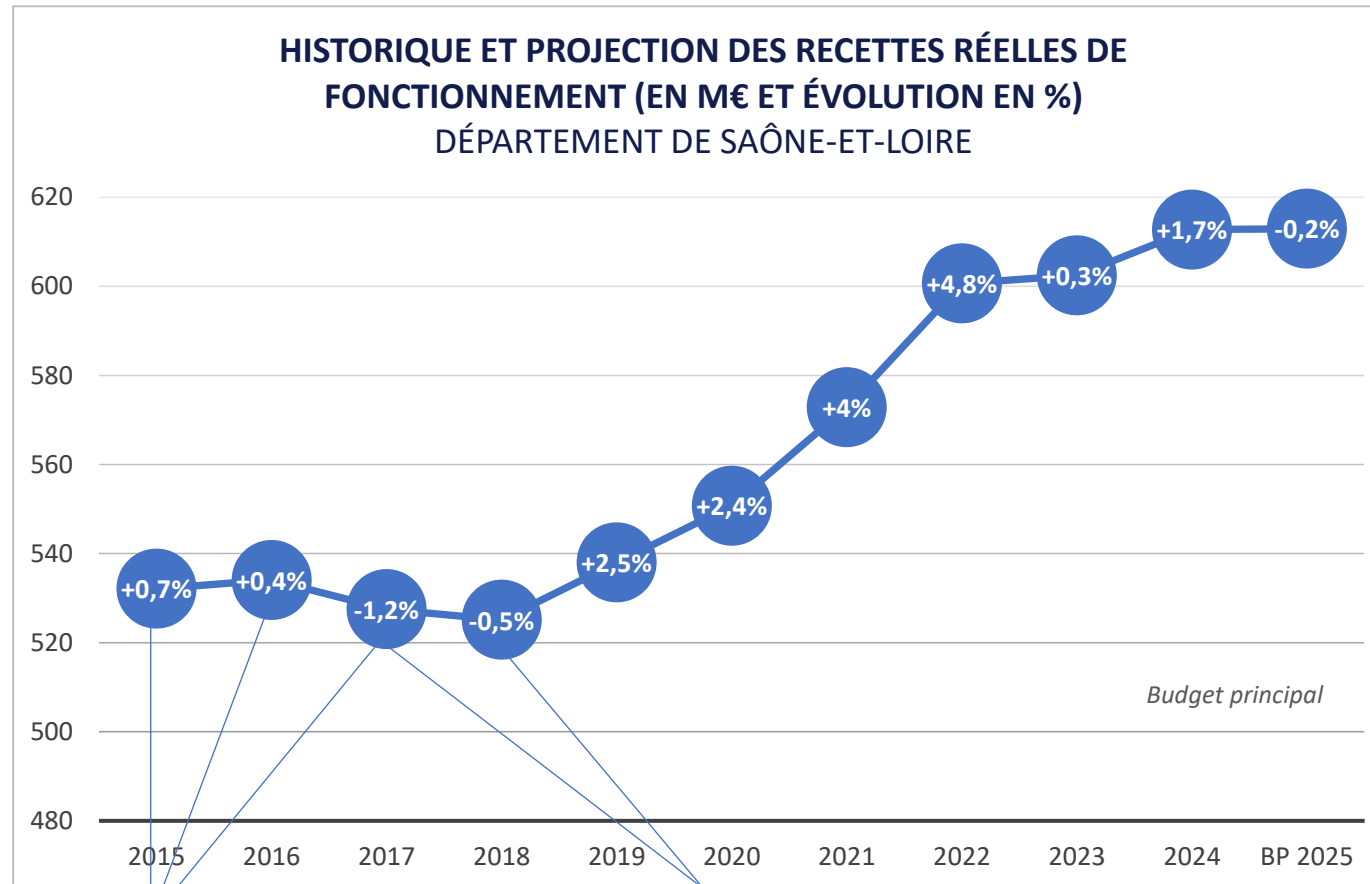




2

**LES RECETTES
DU DÉPARTEMENT
AFFECTÉES PAR UNE
CROISSANCE ATONE EN 2024**
et le redressement
des finances publiques dès 2025

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2024



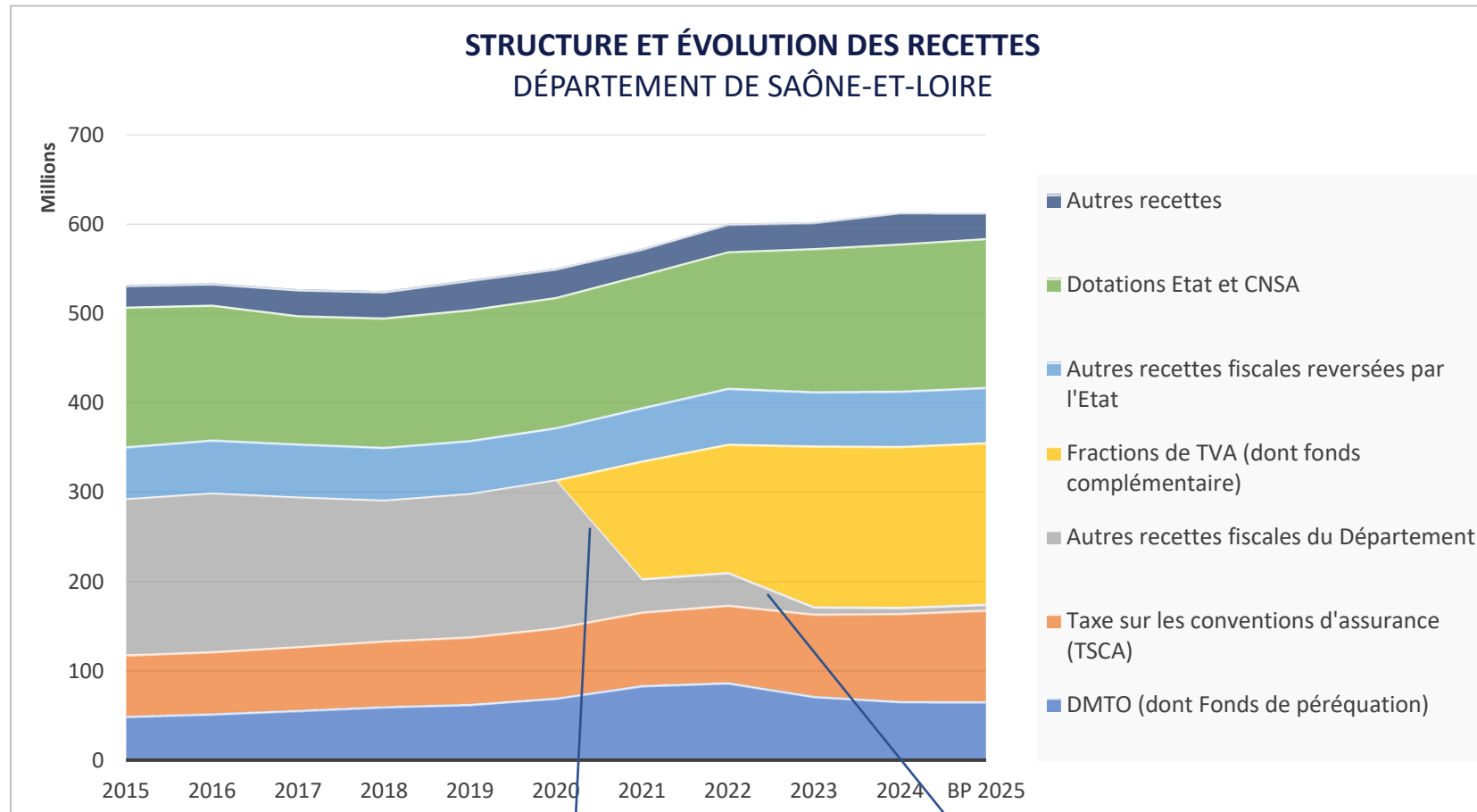
Contribution redressement finances publiques (DGF)

Transfert d'une part de CVAE à Région compensant transfert transports scolaires

LES RECETTES SERONT PORTÉES EN 2025 PAR LES DMTO, LIÉS À LA REPRISE PROGRESSIVE DU MARCHÉ IMMOBILIER ET PAR LA TAXE SUR LES ASSURANCES



STRUCTURE ET ÉVOLUTION DES RECETTES
DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE



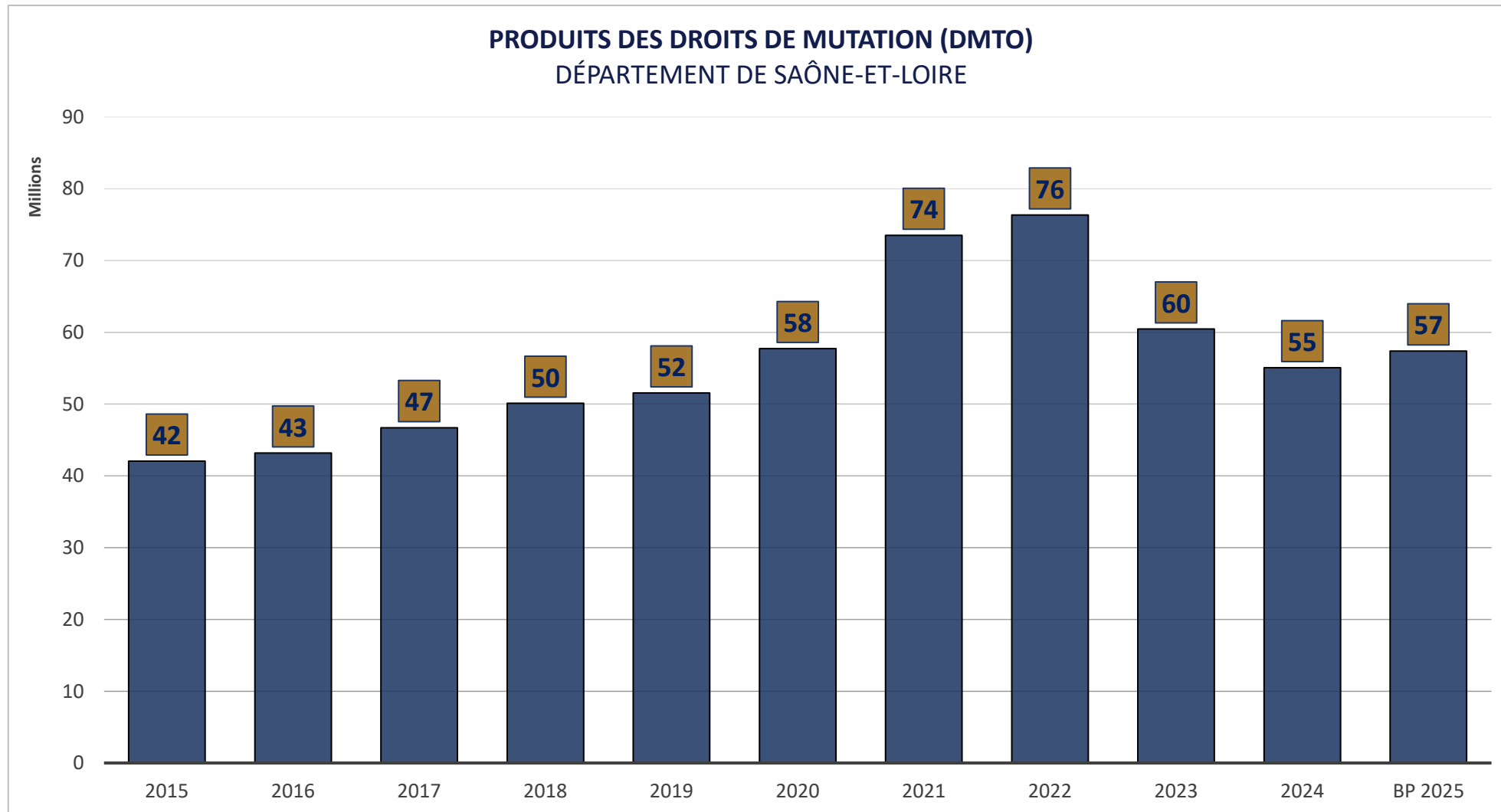
Transfert TFB
remplacée par
Fraction TVA

Transfert CVAE
remplacée par
Fraction TVA

BP 2025 / exécuté 2024

- 18,1%
- +1,2%
- 0,0%
- +0,2%
- +4,4%
- 2,5%
- 0,7%

VERS LA FIN D'UN CYCLE BAISSIER DU MARCHÉ IMMOBILIER EN 2023, UNE REPRISE ATTENDUE DES DROITS DE MUTATION À TITRE ONÉREUX (DMTO)



3

Malgré un contexte
politique et économique
très incertain,

**LE DÉPARTEMENT
MAINTIENT SA VOLONTÉ
D'AGIR POUR SON TERRITOIRE**

DES BESOINS PRÉGNANTS, VOIRE ACCENTUÉS PAR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DÉGRADÉE DANS LE TERRITOIRE



INSERTION
DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA



COLLÈGES

MAINTIEN À DOMICILE



ATTRACTIVITÉ
(ASSOCIATIONS, SPORTS, CULTURE)

PLAN ENFANCE



VIE DU RÉSEAU THD / FIBRE

DÉVELOPPEMENT
DU CENTRE DE SANTÉ



ROUTES / RCEA

SOUTIEN AU SDIS



AGRICULTURE

SOUTIEN AUX TERRITOIRES

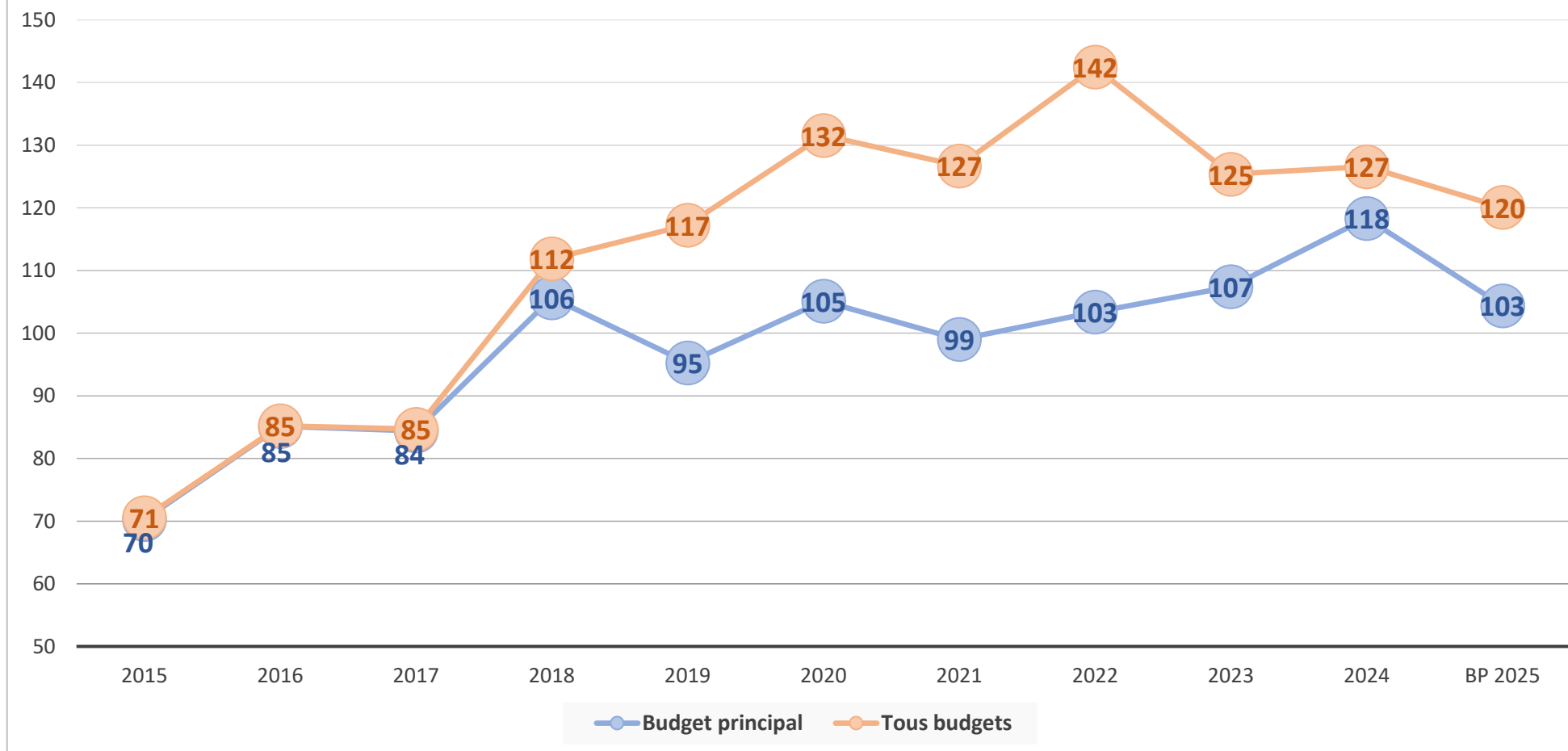


PLAN ENVIRONNEMENT

UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT ÉLEVÉ POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DU TERRITOIRE ET PRÉPARER L'AVENIR



HISTORIQUE D'INVESTISSEMENT 2015-2025
DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE - BUDGETS PRINCIPAL ET CONSOLIDÉ



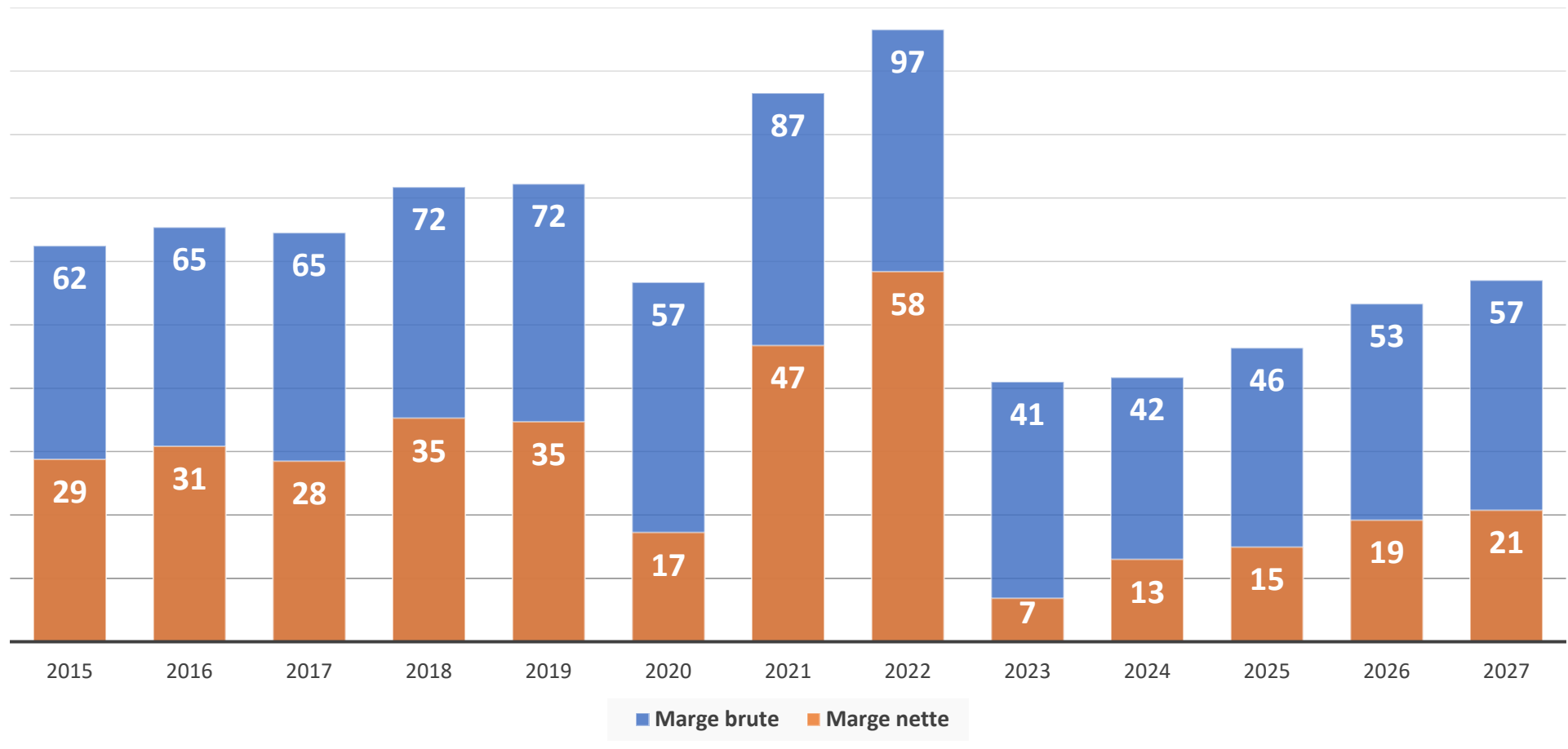
4

Après la dégradation
de sa situation financière en 2023,
**LES ACTIONS ENGAGÉES
COURANT 2024 ET POUR 2025
PERMETTENT DE RESTER
SOUTENABLE À MOYEN TERME**

LA MARGE BRUTE DU DÉPARTEMENT S'AMÉLIORE PAR LA MAÎTRISE DES DÉPENSES POUR ASSURER LA SOUTENABILITÉ À MOYEN TERME



ÉVOLUTION ET PROJECTION DE LA MARGE BRUTE
DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE – BUDGET PRINCIPAL - EN PRÉ-CA



UN RECOURS À L'ENDETTEMENT POUR SOUTENIR LE BESOIN D'INVESTISSEMENT ET UNE CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT MAÎTRISÉE

